

**CONSEIL GÉNÉRAL. Le président Madrelle menace d'arrêter le financement des grands chantiers de l'État**

## Madrelle « entre en résistance » contre la réforme territoriale



Jean Touzeau, Ludovic Freygefond (présent au titre de la Fédération PS) et Yves Lecaudey assistaient Philippe Madrelle (à droite) dans cette conférence solennelle. (photo thierry david)

La guérilla entre l'État UMP et les collectivités locales socialistes (à commencer par les Départements) semble avoir franchi une étape. Certes, le Conseil général n'en est pas encore à tirer ses fusées sol-sol mais il les fait défiler avec ostentation, comme pour montrer à l'adversaire sa puissance de feu.

À peine revenu avec Bernard Dussaut du congrès de l'Association des départements de France à Clermont-Ferrand, Philippe Madrelle avait convoqué tout son état-major au sixième étage de l'immeuble Gironde devant la presse : non seulement les vice-présidents (dont Gilbert Mitterrand et le communiste Jean-Jacques Paris), mais aussi Jean-Marie Darmian et Ludovic Freygefond, celui-ci au titre de la Fédération PS.

Ainsi entouré afin de marquer la solennité du moment, le président du Conseil général répéta grosso modo le discours anti-réforme territoriale qu'il avait tenu devant la presse pour sa rentrée. Mais le vocabulaire était cette fois plus incisif : « Tentative de coup d'État », « résistance », « manipulation » etc. Il est vrai que de grosses sommes, celles que le Département perçoit, distribue ou ristourne sont en jeu. D'où une première riposte à l'intention des électeurs : « Avec la fin de la clause de compétence des Conseils généraux, ce sont 30 millions d'euros qui vont disparaître pour les associations et 55 millions pour les communes. Les scènes d'été, les aides aux ostréiculteurs, aux viticulteurs et aux forestiers, c'est fini. »

### « Pas de chèques en blanc »

Après avoir souligné la lourde ponction sur ses caisses (« à ce rythme, nous pourrions être en situation de surendettement en 2011 »), que cette situation, si elle devait être compensée, frapperait les ménages de 15 points de fiscalité supplémentaire (ce à quoi il se refuse, qu'il est surtout hors de question de « toucher au social », Philippe Madrelle en vint à la deuxième phase de sa riposte. Conformément aux résolutions de Clermont-Ferrand, le président du Conseil général « menace d'arrêter immédiatement le financement des compétences de l'État » avec l'appui de conseils juridiques. En d'autres termes, il agite une grève des factures dès lors que l'état en serait le destinataire. Et de citer Euratlantique, le plan Campus, le Port autonome, la LGV, sinon le grand stade mais tout le monde l'avait compris... « Nous ne signerons pas de chèques en blanc. » Il réclame également un référendum sur le sujet et annonce des réunions « pédagogiques » à l'intention du peuple.

### « Recentralisation »

Aux salves du président succédèrent celles de ses assesseurs. Le grand argentier Yves Lecaudey régla son compte au préfet, coupable d'une « malhonnêteté intellectuelle » en prétendant que l'état compense la baisse des droits de mutation : « Il confond dotation et remboursement. » Ludovic Freygefond parla de la « recentralisation du pouvoir », Jean-Jacques Paris « d'absence de visibilité sur trois ans ». Gilbert Mitterrand brandit la menace d'une cessation de fonds européens et Gilles Savary exhorta les partis alliés (en clair les Verts) « à ne pas jouer le même jeu que Sarkozy ». Reste à savoir si à la guerre froide contre l'État succédera le tir effectif des missiles.